

Attaques  
gouvernementales

-

Mise à jour



Regroupement cégep  
16-17 avril 2026

# Changements législatifs





# Loi 28 (PL 101): Loi visant « l'amélioration » de certaines lois du travail – **adoptée**

Augmente significativement les sanctions en cas de grève ne respectant pas le Code du travail.

Exclut le secteur de l'éducation ainsi que celui de la santé et des services sociaux de mesures permanentes de prévention SST en milieu de travail, alors qu'ils sont majoritairement composés de femmes et connus pour leurs risques professionnels.



## Loi 14 (PL 89): Loi visant à « considérer davantage les besoins de la population » en cas de grève ou de lock-out – **adoptée**

- Limite l'effet des grèves en faisant peser la menace d'un arbitrage imposé par l'intervention du ministre.
- Élargit la notion de services essentiels à un critère imprécis englobant la sécurité sociale, économique ou environnementale de la population.
- Accentue la judiciarisation des relations de travail.

# Projet de loi 1 : Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec

---



A été élaboré sans consultation ni démarche collective.

Affaiblit la protection des droits fondamentaux.

Perpétue une logique coloniale en niant le droit des peuples autochtones à l'autodétermination.

Le gouvernement se met à l'abri d'éventuelles contestations judiciaires ou politiques.



Projet de loi 3 : Loi visant à améliorer la transparence, la gouvernance et le processus démocratique de diverses associations en milieu de travail – **adopté**

---

Recul historique pour les droits des travailleuse·eurs.

Entraves à la démocratie syndicale.

Séparation arbitraire entre la négociation des conditions de travail et les autres lieux de lutte syndicale (contestations juridiques, publicité, etc.).

# Projet de loi 5 : Loi visant à accélérer l'octroi des autorisations requises pour la réalisation des « projets prioritaires et d'envergure nationale »

---

Passe-droit pour les mégaprojets (vs le BAPE) en conférant au ministre des Finances le pouvoir de désigner comme projet prioritaire et d'envergure nationale tout projet qualifié de stratégique



# Projet de loi 7 : Loi visant à réduire la bureaucratie, à accroître l'efficacité de l'État et à renforcer l'imputabilité des hauts fonctionnaires – **adopté**

---



Dissout une dizaine de fonds et d'organismes en plus d'affecter le fonctionnement d'une trentaine d'autres organisations gouvernementales ou paragouvernementales.

... Disparition de la CEEC



Projet de loi 13 : Loi visant à « favoriser la sécurité et le sentiment de sécurité » de la population et modifiant diverses dispositions – **adopté**

---

Attaque le droit de manifester : interdiction de le faire à moins de 50 m de la résidence d'un·e élu·e, possibilité de fouille sans mandat.

Entrave la liberté d'expression.

# Projet de loi 20 : Loi édictant la Loi visant à favoriser l'accès au logement et modifiant diverses dispositions concernant le domaine de l'habitation

---

Centralise les processus d'admission au détriment des règles en place et de l'autonomie des organismes.

Met en danger le modèle des coopératives d'habitation.

Permet à la SHQ de vendre des terrains publics au privé plutôt que de les réserver à des acteurs publics et communautaires.

Renvoie à la SHQ des pouvoirs réglementaires importants (enjeu d'imputabilité).



# Autres attaques et leurs conséquences



# Le communautaire mis à mal

---



Ce que *Communautaire à boutte* revendique:

- Des conditions de travail décentes pour les travailleuses et travailleurs du communautaire
- Un financement suffisant à la mission
- Une reconnaissance pleine et entière des organismes
- La protection de l'autonomie et la fin du financement précaire
- L'investissement dans le modèle communautaire comme pilier stratégique

# Attaques visant les immigrant·es

---

Disparition du *Programme de l'expérience québécoise* (PEQ)

Réduction des seuils d'immigration permanente

En dépit des affirmations du gouvernement du Québec quant à l'importance d'assurer une meilleure intégration des personnes immigrantes, réduction de l'accès à la francisation



# Fin du programme de francisation au Cégep de Saint-Laurent

---



Programme offert au Cégep de Saint-Laurent depuis 20 ans

Fermeture sauvage à trois semaines de la fin de la session

Cause : sous-investissement dans les infrastructures

Fermeture de groupes annoncés dans d'autres collèges

# Compressions dans le milieu collégial

Compressions:

- 151 millions en 25-26
- ? en 26-27

Infrastructures vétustes, sans réinvestissement, malgré l'accroissement majeur de la population étudiante

Informations contradictoires quant au plafond d'heures rémunérées / gel d'embauches

Coupe dans les subventions à la recherche et le CCDMD



## Et dans le milieu de la santé?

- Privatisation des soins de santé
- Centralisation extrême
- Infrastructures négligées
- Conditions de travail qui poussent à l'exode – effet sur les techniques de la santé
- Fiasco du Dossier santé numérique
- Économies de bouts de chandelle : le cas des externes en Soins infirmiers

**PAS DE  
PROFIT  
SUR LA  
MALADIE**

**POUR UN RÉSEAU**



**VRAIMENT  
PUBLIC**